

Balances des paiements 2011 de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française

Nouvelle-Calédonie : déficit des transactions courantes de 142 milliards de F CFP, le déficit des biens et des services de 225 milliards étant atténué par les excédents des revenus et transferts courants. Le solde des transactions courantes est financé par des entrées nettes d'investissements directs de 146 milliards.

Polynésie française : excédent des transactions courantes de 28 milliards de F CFP, le déficit des biens de 139 milliards étant compensé par les excédents des services, des revenus et des transferts courants.

Principaux postes de la balance des paiements en 2011 (soldes)	Montants en milliards de F CFP			
	Nouvelle-Calédonie		Polynésie française	
	2010	2011	2010	2011
Compte des transactions courantes (I)	-128,5	-142,0	13,8	28,4
dont :				
Biens	-140,4	-146,8	-142,3	-139,4
Services	-81,6	-78,6	27,3	34,9
Revenus	34,5	26,1	54,6	58,8
Transferts courants	59,0	57,3	74,2	74,1
Compte de capital (II)	0,2	0,5	-0,1	-0,1
Capacité / besoin de financement du territoire (III) = (I) + (II)	-128,3	-141,5	13,8	28,3
Compte financier	131,6	106,7	10,7	-1,4
dont :				
Investissements directs (IV)	161,0	146,3	2,4	8,3
Investissements de portefeuille (V)	11,7	-3,8	-0,6	14,1
Autres investissements	-41,1	-35,8	8,9	-23,8
Erreurs et omissions	-3,3	34,8	-24,4	-26,9
<i>Pour mémoire : PIB</i>	<i>812,1</i>	<i>n.d</i>	<i>n.d*</i>	<i>n.d*</i>

* PIB 2007 : 577,4 milliards de F CFP

Sources : IEOM, ISEE, ISPF

DES DONNÉES DOUANIÈRES AUX DONNÉES D'ÉCHANGES DE BIENS DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les données douanières constituent la principale source utilisée pour l'établissement de la balance des biens. Elles font néanmoins l'objet de différents retraitements en balance des paiements : exclusion des opérations qui ne donnent lieu ni à transfert de propriété, ni à paiement ; importations comptabilisées en valeur CAF (coût, assurance et fret) ramenées à leur valeur FAB (franco à bord) pour être comparables aux exportations.

LES TRANSFERTS COURANTS

Les transferts courants comprennent à la fois les transferts courants des administrations publiques, les envois de fonds de travailleurs et d'autres transferts tels que les indemnités et une partie des primes d'assurance sur marchandises. Cette rubrique présente traditionnellement un solde largement excédentaire au sein des deux Collectivités en raison du poids des transferts en provenance des administrations publiques métropolitaines.

LES INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les investissements directs (IDE) couvrent les opérations effectuées par des investisseurs afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise et de détenir (ou de liquider) une influence dans sa gestion ou la capacité de l'exercer. Par convention, une relation d'investissement direct est établie dès lors qu'un investisseur détient au moins 10 % du capital social de l'entreprise investie. En deçà de ce seuil, les opérations sur actions sont classées dans les investissements de portefeuille.

Les IDE comprennent non seulement la transaction initiale, qui établit la relation entre l'investisseur et l'entreprise investie, mais aussi toutes les transactions ultérieures entre eux et entre les entreprises apparentées (dont prêts, avances, dépôts, à court et long terme).

LES INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations « fermes » sur titres négociables (tels que actions, parts d'OPCVM, obligations, instruments du marché monétaire) entre résidents et non-résidents : achats à l'émission, négociations et remboursements (à l'exception de celles comprises au sein des investissements directs). En pratique, les balances des paiements de la Nouvelle-Calédonie et de la Polynésie française recensent quasi exclusivement les achats ou ventes par les résidents calédoniens / polynésiens de titres émis hors de la Collectivité.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

Le compte de transactions courantes

Le compte de transactions courantes affiche en 2011 un déficit record de 142 milliards de F CFP (soit près de 18% de son PIB) après 129 milliards de F CFP en 2010. L'accentuation de ce déficit est notamment imputable aux échanges de biens, dont le solde se creuse de 6 milliards de F CFP, et aux revenus, dont le solde excédentaire se replie de 8 milliards de F CFP. En revanche, le déficit du solde des échanges de services se réduit.

Les biens

Le déficit de la balance des biens continue de se creuser pour atteindre le niveau record de 147 milliards de F CFP en 2011, après 140 milliards de F CFP en 2010. Après un bond de 36 % en 2010, les importations de biens progressent encore de 6 % en 2011 suite à l'alourdissement de la facture énergétique et à la hausse des importations d'ensembles industriels. Les exportations calédoniennes, composées à 93 % de nickel, croissent également (+4 %) profitant de la hausse des cours du nickel (+5 %) et de l'apport de l'usine du Sud.

Les services

Après avoir atteint son plus haut niveau en 2010, le déficit des échanges de services se réduit légèrement en 2011, à 79 milliards de F CFP. Le poste des services aux entreprises (services de construction et autres services), avec un solde déficitaire de 52 milliards de F CFP, reste le principal contributeur du déficit des échanges de services en Nouvelle-Calédonie. Le déficit de la rubrique « voyages » diminue, pour s'établir à 1,9 milliard de F CFP en 2011, après 4,5 milliards de F CFP en 2010. Les services de transport affichent un déficit de 25 milliards de F CFP en 2011, contre 20 milliards de F CFP en 2010. Le déficit des transports maritimes se creuse de nouveau et atteint 20 milliards de F CFP en 2011, en liaison avec la construction de l'usine du Nord. Les transports aériens génèrent plus d'un cinquième du déficit des activités de transport. Leur solde se réduit faiblement en 2011, pour s'établir à 5 milliards de F CFP.

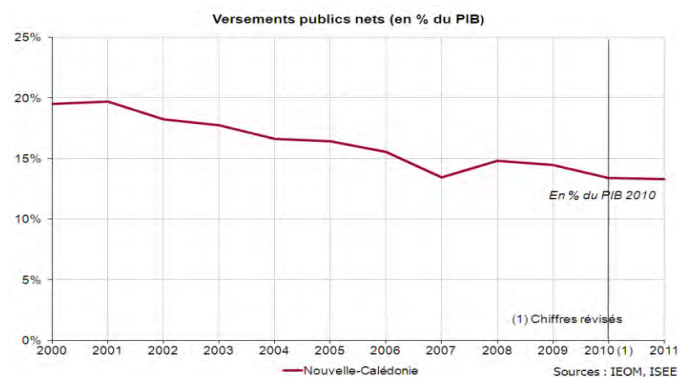
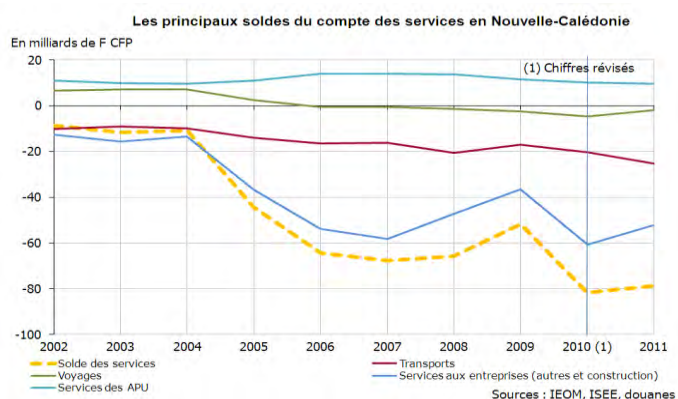
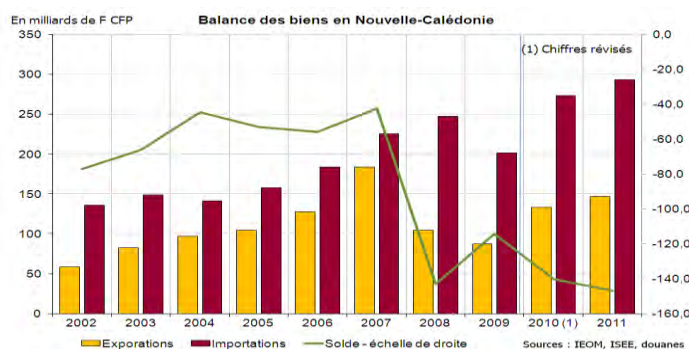
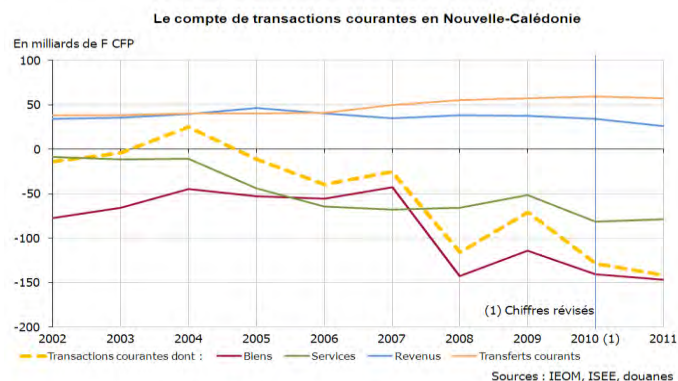
Les revenus et les transferts courants

Les revenus

L'excédent des revenus se réduit fortement en 2011, à 26 milliards de F CFP (après 34 milliards de F CFP en 2010), en liaison avec l'accroissement du déficit des revenus d'investissements. Le montant total des salaires reçus de l'extérieur par les résidents est stable en 2011 et s'établit à 44 milliards de F CFP. Ces flux, qui représentent 13 % des crédits du compte de transactions courantes, concernent pour l'essentiel les rémunérations des agents des administrations publiques.

Les transferts courants

En 2011, l'excédent des transferts courants se réduit légèrement, à 57 milliards de F CFP, en raison d'une légère hausse des transferts à l'extérieur du territoire, les transferts courants entrants demeurant stables. Les versements publics nets (principalement salaires, pensions, dépenses d'équipement et transferts aux collectivités publiques) représentent environ 13 % de la richesse créée en Nouvelle-Calédonie.



Le compte financier

En 2011, les flux entrants du compte financier excèdent les flux sortants de 107 milliards de F CFP, grâce à l'impact des investissements directs en Nouvelle-Calédonie, essentiellement destinés à financer les deux usines métallurgiques (usine du Nord et usine du Sud).

Les investissements directs

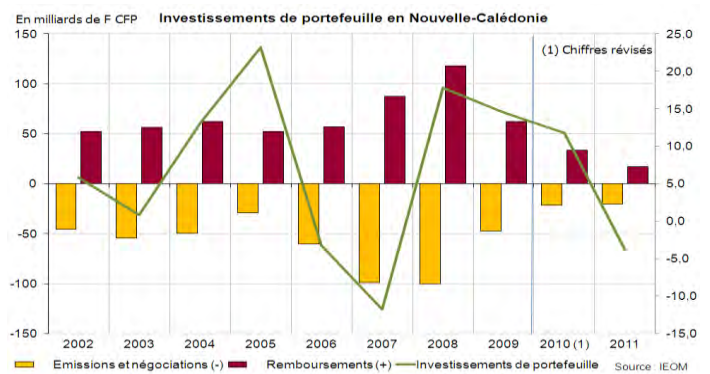
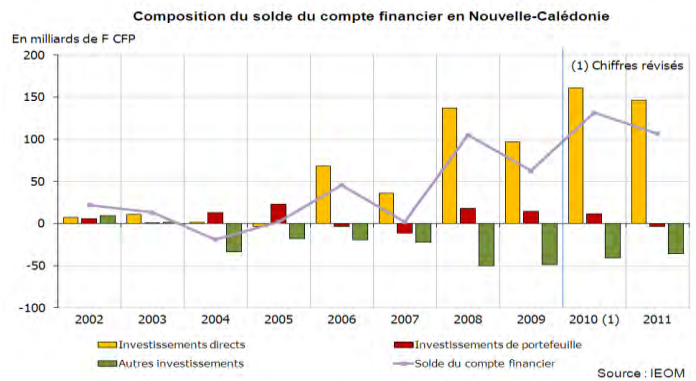
Les investissements directs (IDE) se soldent par des entrées de capitaux en Nouvelle-Calédonie de 146 milliards de F CFP en 2011, contre 161 milliards de F CFP en 2010. Malgré une diminution des IDE entrants, ces derniers restent toutefois à un niveau très élevé (150 milliards de F CFP), proche du pic de 2010, et témoignent de l'importance des projets métallurgiques en cours. Les investissements directs nets sortants de la Nouvelle-Calédonie s'élevaient à 3,5 milliards de F CFP après 6,8 milliards de F CFP en 2010.

Les investissements de portefeuille

Les investissements de portefeuille, qui recensent essentiellement des opérations de résidents sur titres émis hors de la Nouvelle-Calédonie, **enregistrent un solde déficitaire de 4 milliards de F CFP en 2011.** Les résidents ont procédé au cours de l'année à des achats nets de titres de non-résidents pour 4 milliards de F CFP, alors qu'ils avaient effectué des ventes nettes de 12 milliards de F CFP en 2010.

Les autres investissements et l'équilibre global de la balance des paiements

Les autres investissements, qui regroupent toutes les autres opérations sur actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents, affichent en 2011 des sorties nettes de 36 milliards de F CFP après 41 milliards de F CFP en 2010. En 2011, les avoirs des banques de la place hors de la Nouvelle-Calédonie ont progressé de 9 milliards de F CFP tandis que leurs engagements vis-à-vis de l'extérieur ont augmenté d'un montant équivalent.



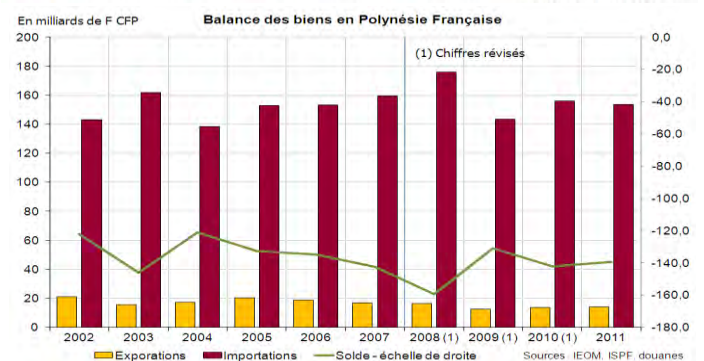
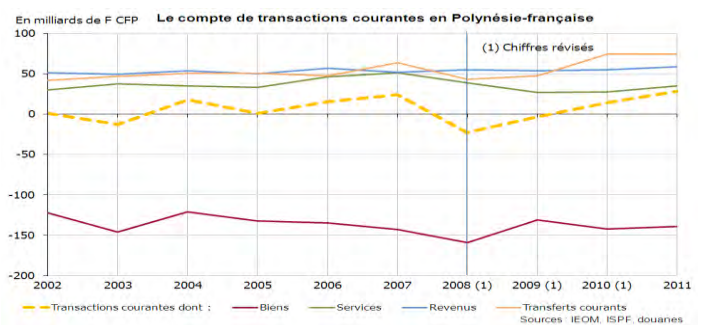
LA BALANCE DES PAIEMENTS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le compte de transactions courantes

En 2011, la balance des transactions courantes présente un excédent de 28,4 milliards de F CFP, en hausse de 14,6 milliards de F CFP par rapport à l'année précédente, grâce à l'amélioration de la majorité de ses composantes. Alors que le déficit des biens se contracte de 2,8 milliards de F CFP sur l'année, l'excédent des services progresse (+7,6 milliards de F CFP), de même que celui des revenus (+4,2 milliards de F CFP). Les transferts courants nets, pour leur part, se stabilisent autour de 74 milliards de F CFP.

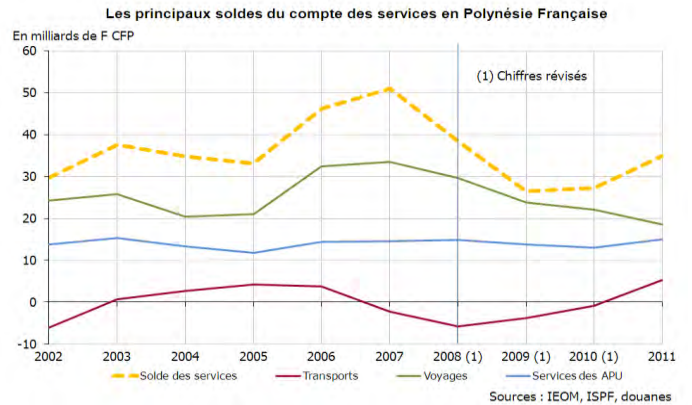
Les biens

L'allègement du déficit de la balance des biens, de 142 milliards de F CFP en 2010 à 139 milliards en 2011, s'explique par le recul des importations, cumulé à la légère hausse des exportations. La contraction des importations de biens (-1,7% en 2011) traduit la faiblesse de la demande intérieure tandis que la hausse des exportations de biens (+1,4% en 2011) découle de la revente exceptionnelle de l'avion du gouvernement polynésien à l'Indonésie et des bonnes performances de l'industrie agroalimentaire.



Les services

En 2011, on observe une progression significative du solde positif des services (+34,9 milliards de F CFP soit +7,6 entre 2010 et 2011), impulsée par l'apparition d'un excédent sur la ligne transports. Participent également à l'amélioration du solde, la diminution des importations de services de communication (fin des travaux pour le câble sous-marin reliant la Polynésie française à Hawaii réalisés en 2010) et la progression des dépenses de fonctionnement et d'investissement réalisées par les forces armées, enregistrées en exportations de services des administrations publiques. **L'excédent lié au tourisme** - première ressource à l'export de la Polynésie Française - a diminué de moitié sur les cinq dernières années, touché par la contraction de la fréquentation touristique (-27 % entre 2006 et 2011).



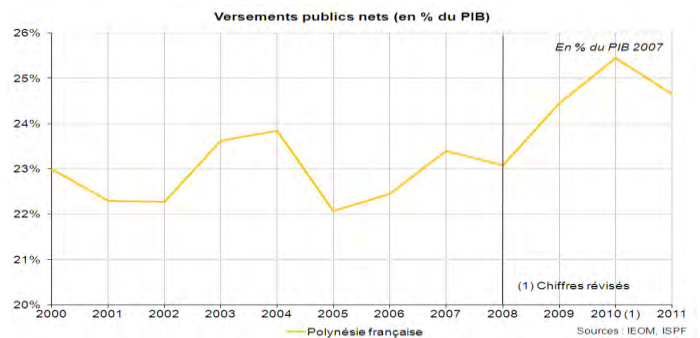
Les revenus et les transferts courants

Les revenus

Le poste des revenus, **structurellement excédentaire**, s'est établi à 58,9 milliards de F CFP en 2011 (après +54,6 milliards de F CFP en 2010). En 2011, les salaires nets augmentent en raison des mesures d'accompagnement financier mises en œuvre dans le cadre des plans de départs dans la fonction publique.

Les transferts courants

Les transferts courants, excédentaires du fait de l'importance du secteur des administrations publiques d'Etat en Polynésie française, présentent un solde stable de 74,1 milliards de F CFP en 2011. Les versements publics nets de l'Etat en Polynésie française s'inscrivent à 142,3 milliards de F CFP contre 147 milliards de F CFP en 2010.



Le compte financier

Après des entrées nettes de 10,7 milliards de F CFP en 2010, le compte financier est quasiment équilibré en 2011(-1,4 milliard).

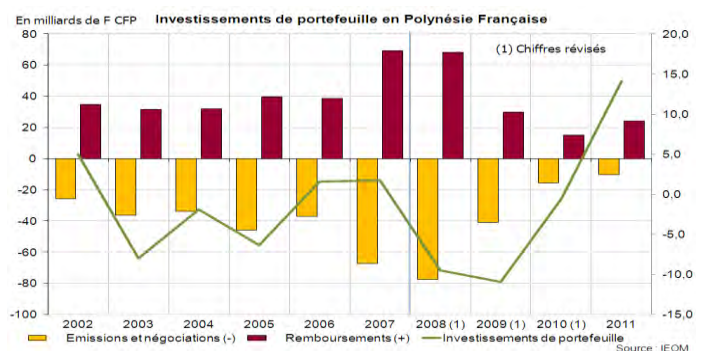
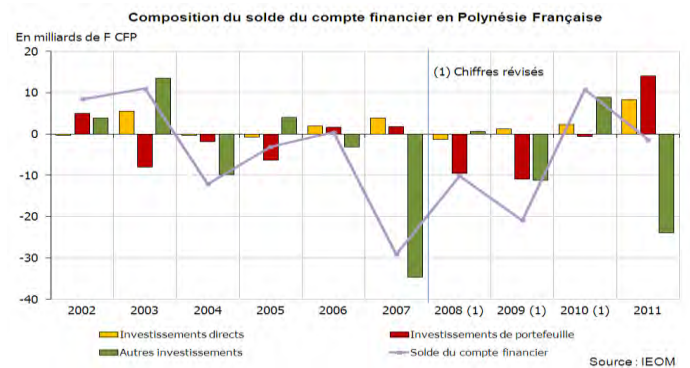
Les investissements directs

Les investissements directs (IDE) aboutissent à des entrées nettes (8,3 milliards de F CFP en 2011), en progression par rapport aux deux années précédentes.

Ils reflètent un léger accroissement des investissements des étrangers en Polynésie française et une forte diminution des investissements des résidents à l'extérieur.

Les investissements de portefeuille

Alors que les achats de titres étrangers par les résidents reculent d'un tiers par rapport à 2010, leurs ventes progressent de 46 %, indiquant un mouvement de rapatriement de fonds dans le pays, partiellement expliqué par une opération exceptionnelle.



Les autres investissements et l'équilibre global de la balance des paiements

Les autres investissements ont donné lieu à des sorties nettes (23,8 milliards de F CFP), impulsées par le secteur bancaire (14,3 milliards de F CFP). Les autres secteurs (entreprises et ménages), pour leur part, continuent d'augmenter leurs avoirs nets à l'extérieur, mais à un rythme très réduit. Une opération exceptionnelle de rapatriement en fin d'année de fonds de la Caisse de prévoyance sociale se traduit par des ventes de titres étrangers et des retours de capitaux placés à l'extérieur.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication et responsable de la rédaction : N. de SEZE

Editeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer le 13 décembre 2012 – Dépôt légal : décembre 2012 – ISSN 1968-6277